

Marianne

Reportage



POLITIQUE

"Il y va ! Non il n'y va pas..." Ces 9 minutes où Hollande aura tenu la France en haleine

Par Delphine Legouté

Publié le 01/12/2016 à 21:26

[Imprimer](#)

[Partager sur Facebook](#)

[Partager sur Twitter](#)

Voir plus de partage

La conclusion aurait pu être toute différente. Durant ses neuf minutes de discours ce 1er décembre, depuis l'Elysée, François Hollande a ménagé le suspense quant à sa décision finale. Ira ? Ira pas ? Après avoir dressé un bilan de son mandat, fort positif à ses yeux, le président de la République a laissé entendre tout et son contraire. Revivez ces neuf minutes qui auraient tout aussi bien pu se terminer par un acte de candidature.

"Chers compatriotes, je m'adresse à vous ce soir pour vous faire connaître la décision que j'ai prise dans la perspective de la prochaine élection présidentielle.

<Avertissement : il va falloir attendre avant de savoir...>

Depuis mai 2012, c'est à dire à la date à partir de laquelle je suis devenu président de la République, j'ai agi avec les gouvernements de Jean-Marc Ayrault et de Manuel Valls pour redresser la France et la rendre plus juste. Aujourd'hui, moment où je m'exprime, **les comptes publics sont assainis, la sécurité sociale est à l'équilibre et la dette du pays a été préservée.**

J'ai également voulu que notre **modèle social** puisse être conforté, parce que c'est notre bien commun. Je l'ai même élargi pour permettre à ces travailleurs qui avaient commencé très tôt leur vie professionnelle de partir plus précocement à la retraite. Et j'ai fait en sorte qu'à chacune et à chacun puisse être accordée une **complémentaire santé.**

Dans ce contexte, j'ai aussi voulu **placer la France au premier rang.** Au premier rang de la lutte contre le réchauffement

climatique. Et c'est à Paris, oui à Paris, que l'accord historique a pu être signé et qui a engagé le monde entier.

J'ai aussi voulu que **l'école** dispose des moyens indispensables, ceux-là même qui lui avaient été ôtés, parce que l'école, c'est le pilier de la République.

J'ai fait avancer les **libertés**. Le mariage a été ouvert à tous les couples. L'égalité entre les femmes et les hommes a été renforcée et la lutte contre les discriminations, celles qui blessent, a été amplifiée.

J'ai également **modernisé notre démocratie**. Avec la réforme territoriale, celle dont on parlait régulièrement et qui n'était jamais faite, avec la fin du cumul des mandats, et avec la transparence que j'ai imposée à tous les élus ; à commencer par moi-même, pour être dans l'exemplarité.

<Bon, logiquement, après un tel bilan, c'est reparti mon kiki >

Mais l'engagement que j'ai pris devant vous, c'était de faire baisser le chômage. J'y ai consacré avec mes gouvernements toute mon énergie, j'ai pris tous les risques. J'ai allégé les charges des

entreprises parce que c'est la condition pour qu'il y ait davantage d'emploi. J'ai également aidé les embauches, j'ai fait en sorte que la formation professionnelle puisse être une grande priorité. J'ai également soutenu l'innovation et l'industrie de demain et j'ai pris la responsabilité de réformer le marché du travail. Les résultats arrivent. Plus tard que je ne l'avais annoncé, j'en conviens. Mais ils sont là. L'investissement, la consommation, la construction repartent. Et depuis le début de l'année, enfin, le chômage diminue. Mais il reste à un niveau trop élevé. Et je mesure ce que cette situation peut avoir d'insupportable pour nos concitoyens qui vivent dans la précarité.

<Ah, ça se gâte...>

Mes chers compatriotes, le monde, la France, l'Europe ont traversé durant mon mandat des épreuves particulièrement graves. J'ai engagé nos forces armées au Mali, en Centrafrique, en Irak, en Syrie. Pour défendre nos valeurs et pour combattre le terrorisme islamiste qui nous avait frappé et nous menace encore, frappé à Paris, à Saint-Denis, à Nice et dans tant d'autres lieux ensanglantés. Notre arsenal pénal a été durci, sans mettre en cause, à aucun moment, nos libertés. J'ai procédé à des recrutements massifs dans les armées, la gendarmerie, la police, car nous en avons besoin et qu'il y a encore beaucoup à faire.

<Oui donc en fait il est content de lui.>

Sur les réfugiés, j'ai tenu à ce que la France puisse prendre sa part - parce que nous sommes la France - dans l'accueil de ceux qui fuyaient la guerre et qu'en même temps nous puissions maîtriser nos frontières.

Sur tous ces sujets je n'ai qu'un seul regret. C'est d'avoir proposé la déchéance de nationalité, parce que j'ai pensais qu'elle pouvait nous unir alors qu'elle nous a divisés.

Au niveau européen, j'ai agi en votre nom pour que l'austérité puisse être enfin terminée pour beaucoup de peuples. J'ai fait en sorte que la Grèce puisse rester dans la zone euro, sinon elle aurait éclaté cette zone euro. J'ai également régulé la finance et le système bancaire car ce que j'avais trouvé en 2012 était source de tous les risques.

Voilà ce que j'ai fait, voilà ce que j'assume devant vous, en revendiquant les avancées, en reconnaissant les retards et même en admettant certaines erreurs. **Parce que je porte un bilan et j'en assume toute la responsabilité.**

<Il y va >

Dans 5 mois, vous aurez mes chers compatriotes, à faire un choix pour votre pays. La droite vient de désigner son candidat après une large consultation, je respecte la personne, le parcours de François Fillon, **mais j'estime que le projet qu'il porte met en cause notre modèle social et nos services publics sans aucun bénéfice, au contraire, pour notre économie et avec un risque d'aggravation des inégalités.**

<Il y va, c'est sûr >

Quant à l'extrême droite, elle nous appelle au repli, à la sorti de l'Europe et du monde et elle prend comme référence ce qui vient de se produire aux Etats-Unis. Le plus grand danger c'est le protectionnisme, l'enfermement et ce serait d'abord un désastre pour les travailleurs français. Or, comme président de la République, je tiens d'abord à ce que le travail en France puisse être soutenu et valorisé.

Plus que quiconque, je mesure l'enjeu de la période qui s'ouvre. Comme président de la République, **je dois diriger l'Etat, j'ai la responsabilité d'assurer le fonctionnement régulier de nos institutions, jusqu'au terme de mon mandat, et dans un contexte où la menace terroriste n'a jamais été aussi élevée.**

<Non, il n'y va pas ♪

Comme socialiste, parce que c'est l'engagement de toute ma vie, **je ne peux me résoudre à la dispersion de la gauche**, à son éclatement, parce qu'elle priverait de tout espoir de l'emporter face au conservatisme et à l'extrémisme.

Pour ma part, je ne suis animé que par l'intérêt supérieur du pays.
Depuis plus de quatre ans et demi, je l'ai servi avec sincérité, avec honnêteté.

<Ptet bien qu'oui, ptet bien qu'non...>

L'expérience m'a apporté l'humilité indispensable à l'action publique.
Face aux épreuves, j'ai pu avoir une capacité inépuisable de résistance devant l'adversité.

<Il y va alors ♪

Le pouvoir, l'exercice du pouvoir, les lieux du pouvoir et les rites du pouvoir, ne m'ont jamais fait perdre ma lucidité. Ni sur moi-même, ni sur la situation. **Car je dois agir. Aujourd'hui, je suis conscient des risques que ferait courir une démarche, la mienne, qui ne rassemblerait pas largement autour d'elle.**

Aussi, j'ai décidé de ne pas être candidat au renouvellement de mon mandat."

<Ah ben non...>